



Service de presse

Seul le prononcé fait foi

Discours de Jean-François Copé, Président de l'UMP

à la Fondation Konrad Adenauer

Lundi 21 janvier 2013 – 17H15

Monsieur le Président,

Monsieur le Vice-Président

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Sehr geehrte Damen und Herren,

Liebe Freunde,

Vielen Dank ! Ich freue mich sehr, heute hier zu sein, um mit Ihnen gemeinsam dieser deutsch-französische Freundschaft zu feiern.

Alors que nous célébrerons demain, officiellement, le cinquantenaire du Traité de l'Elysée, je veux vous remercier chaleureusement, Monsieur le Président, cher Hans Gert Pöttering, pour votre invitation qui me donne l'occasion de m'exprimer très librement dans les locaux de cette Fondation si prestigieuse.

Seul le prononcé fait foi

Depuis plus de deux ans que je suis à la tête de l'UMP, j'ai tenu à renforcer les liens qui nous unissent à la Fondation Konrad Adenauer. Je suis ravi d'avoir des contacts très réguliers avec Norbert et Gabriela Wagner, vos correspondants parisiens.

La Fondation Konrad Adenauer contribue régulièrement à nos travaux, en participant au Conseil des clubs et des think tanks que j'ai lancé à l'UMP ou en contribuant à la revue intellectuelle et politique de l'UMP, *Le Mouvement des Idées*. Dans le dernier numéro, la Fondation a ainsi publié un article passionnant sur la relation franco-allemande et le traité de l'Elysée.

C'est la 2^{ème} fois que j'ai l'honneur de prendre la parole dans l'enceinte de votre fondation.

Aujourd'hui, j'interviens devant vous en tant que Président de la principale force d'opposition en France, certes. Mais aussi en tant qu'ardent partisan du couple allemand : il y a bien longtemps que je plaide pour une convergence renforcée entre nos deux pays. Je parle ainsi souvent d'un G2 franco-allemand, pour désigner cette convergence nécessaire entre nos deux pays. Comme dirigeant politique né après la conclusion de ce Traité, je souhaite donner un éclairage particulier à cet anniversaire.

Cette réunion est d'abord l'occasion pour moi, alors que nous nous trouvons à la Fondation Konrad Adenauer et que mon propre engagement politique s'est fait au sein de la famille gaulliste, **de rendre hommage à deux hommes d'Etats exceptionnels : Konrad Adenauer et Charles de Gaulle.**

Deux hommes qui ont connu les horreurs de la guerre, deux hommes très différents mais qui partageaient une même vision du monde. *« Personne, dira Charles de Gaulle, ne peut mieux que lui saisir ma main. Mais personne ne peut mieux que moi la lui tendre ».*

De son côté, Adenauer disait devant le comité fédéral de la CDU en 1959 : *« Nous ne pouvons que souhaiter que de Gaulle, qui est un homme d'État extraordinairement mesuré et*

Seul le prononcé fait foi

très intelligent, s'impose en France avec ses pensées et ses idées. Aucun autre homme ne pourrait le remplacer en France. »

Très vite, les deux grands hommes ont souhaité parvenir à un accord complet entre nos deux nations. Les esprits n'étaient pas totalement prêts des deux côtés du Rhin. Mais c'est là le propre des hommes d'Etat de se projeter dans l'avenir et de servir des causes qui les transcendent, l'intérêt national, l'avenir de l'Europe, la préservation de la Paix.

Ces efforts se sont concrétisés le 22 janvier 1963 par la signature d'un accord franco-allemand, auquel le chancelier Adenauer a tenu à donner la forme d'un traité pour mieux le rendre irrévocable. Mesurons bien tout ce qu'avait d'audacieux ce Traité. Il instaurait une coopération étroite à tous les échelons, un dispositif institutionnel sans pareil dans le monde. Surtout, la création de l'Office franco-allemand pour la jeunesse, l'accent mis sur l'enseignement de la langue du voisin traduisait la volonté de rapprocher les deux peuples, les deux sociétés civiles et non seulement leurs élites politiques. Ce sont là les bases saines et indispensables pour créer une union étroite et durable.

Konrad Adenauer avait alors confié au Général de Gaulle: *« Ce que nous avons accompli ensemble pour nos deux pays est pour moi l'œuvre la plus importante de mes quatorze années à la chancellerie »*. Et il avait ajouté : *« L'amitié personnelle entre vous et moi est un des très rares présents qu'ait pu m'apporter le travail politique »*.

Je veux insister sur un point. Adenauer et de Gaulle nous ont prouvé que les grands élans de l'Histoire trouvent toujours leurs origines dans une vision politique, dans une volonté humaine.

Au-delà des textes, du respect des clauses du traité, du protocole et des convenances, c'est la qualité du lien personnel entre nos deux plus hauts-dirigeants qui permet de donner une âme au couple franco-allemand. C'est la confiance qui permet l'audace.

Peu à peu, nos dirigeants respectifs ont incarné tout au long de notre histoire récente, la réalité du couple franco-allemand.

Seul le prononcé fait foi

Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt redonnèrent un élan particulier à notre amitié et ce tandem et cette période fût marquée par la mise en place du serpent monétaire européen, ancêtre de l'euro.

Chacun se souvient de l'entente affichée entre François Mitterrand et Helmut Kohl qui se traduit par la création éminemment symbolique d'une brigade franco-allemande en 1987, la Création d'un Conseil de défense ou celle d'un Conseil économique et monétaire.

Le tandem Chirac-Schröder poursuivra dans cette voie avec notamment les rencontres dites de Blaesheim, rencontres informelles entre le Président français, le Chancelier fédéral et les ministres des Affaires étrangères. Sans ordre du jour fixe et en cercle restreint, elles permettent des échanges réguliers et une coordination étroite des positions des deux pays sur les grands dossiers internationaux, européens et bilatéraux. Elles illustrent parfaitement la spécificité du couple franco-allemand.

Malgré des différences de tempérament évidentes, et après une courte phase d'adaptation le tandem Sarkozy-Merkel fonctionna si bien que ses détracteurs, jaloux d'une relation considérée comme trop exclusive le nommeront *Merkozy*. Le président français et la chancelière allemande ont été sans cesse en pointe et ont fait face ensemble à la crise économique et financière internationale, à la crise de l'euro. Ils ont su nous préserver du pire et poser les fondements d'une zone euro plus intégrée au sein de laquelle doit prévaloir des politiques économiques plus convergentes.

L'un des temps forts de ces dernières années aura été le 12ème Conseil des ministres franco-allemand au Palais de l'Élysée qui a permis de fixer la feuille de route de la coopération bilatérale pour les prochaines années et de réaffirmer et de consolider le rôle de l'Allemagne et de la France pour permettre à l'Europe de répondre aux défis auxquels elle est confrontée. Ce que l'on a appelé l'« Agenda 2020 ».

Parfois, les deux dirigeants de nos pays respectifs n'appartenaient pas à la même famille politique mais, chaque fois, ils ont su surmonter ces divergences idéologiques et le tandem franco-allemand a ainsi été le moteur de l'Europe.

Seul le prononcé fait foi

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Je vais porter un regard lucide. Celui d'un ami. Evoquer des difficultés, non par pessimisme - ce n'est pas mon tempérament -, mais tout simplement parce qu'il est nécessaire d'identifier les points de blocage si nous voulons vraiment les surmonter. L'une des difficultés que nous rencontrons est récente, conjoncturelle. D'autres sont plus structurelles.

Ne nous ne dissimulons pas la réalité. Depuis le 6 mai dernier et l'élection de François Hollande, le couple franco-allemand ne fonctionne plus aussi bien.

L'absence de complicité entre le président français et la chancelière allemande n'est un secret pour personne. Longtemps, François Hollande a considéré que sa « cohabitation » avec Angela Merkel ne serait que temporaire et que ses amis du SPD remporteraient les prochaines élections (septembre 2013). Toute porte à croire, aujourd'hui, que ce calcul partisan n'est pas responsable et manque singulièrement de hauteur de vue.

Que dire des tentatives malvenues de François Hollande de nouer des alliances de circonstances en cherchant à contourner l'Allemagne au mois de juin dernier ? Elles ne sont ni dignes de notre amitié, ni à la hauteur des enjeux. Oui, il y a bien une responsabilité personnelle du président français dans la dégradation du tandem franco-allemand.

A lui désormais de faire le nécessaire, au-delà des célébrations solennelles, pour restaurer la confiance.

L'UMP, à travers son travail avec la CDU et la Fondation Adenauer peut, j'en suis sûr, atténuer les conséquences de cette situation. Je veux, en ma qualité de Président de l'UMP, y contribuer de toutes mes forces.

Seul le prononcé fait foi

Mais il y a des causes plus profondes qui freinent le moteur franco-allemand et donc l'Union européenne dans son ensemble.

1) **La première, vue d'Allemagne, c'est le décrochage économique français.** Je sais que certaines voix s'élèvent dans votre pays pour dire que la France doit aller bien plus loin dans ses réformes structurelles. Je partage cet avis.

Alors que nos économies auraient dû converger depuis la création de l'euro, c'est l'inverse qui s'est passé.

Quelques chiffres clés en témoignent :

- L'Allemagne est au 1^{er} rang des exportateurs avec la Chine.
- Nous accusons un déficit extérieur de 70 milliards d'euros quand vous enregistrez un excédent de 160 milliards.
- Les dépenses publiques atteignent 56% du PIB en France (contre 45, 3% en Allemagne)
- L'écart du coût du travail est de 10% dans l'industrie en défaveur de la France.

Depuis une quinzaine d'années, il existe une rupture de compétitivité entre la France et l'Allemagne.

Pourquoi ?

A la fin des années 90 et au début des années 2000, nos deux pays ont conduit des politiques du travail opposées.

L'Allemagne a engagé des réformes profondes, allégé les charges sur le travail, adopté une politique de compétitivité assumée par l'opinion. En France, le gouvernement socialiste de M. Jospin a choisi la réduction uniforme de la durée du travail. Cette contrainte a entraîné une hausse des coûts salariaux, bloqué la capacité d'adaptation et réduit les marges financières des entreprises

Conséquence

Seul le prononcé fait foi

La France a perdu son avantage "prix" face à la qualité « Made in Germany ». Une enquête sur la compétitivité-prix menée par le think tank français Coe-Rexecode (janvier 2011) auprès de 500 responsables d'achats européens a montré que la compétitivité-prix des produits allemands est désormais très souvent supérieure à celle des produits français. Or, la perception de la qualité des produits allemands n'a pas variée, elle est en moyenne toujours supérieure.

La conclusion est claire :

L'Allemagne a un modèle de croissance fondé sur l'exportation et l'innovation, qui permet de profiter de la forte croissance mondiale et de la demande européenne, au lieu de pâtir de la mondialisation.

Pendant ce temps-là, en France, nous avons misé sur la consommation (stimulée par la dépense publique), en faisant du pouvoir d'achat la priorité. Et en présentant la mondialisation comme une fatalité qui conduisait inéluctablement au déclin.

Nous devons changer complètement de logique : dans une économie ouverte, stimuler le pouvoir d'achat artificiellement ne crée pas de la croissance durable mais du déficit commercial ! En revanche, la croissance, quand elle est fondée sur l'investissement et l'exportation, finit par créer du pouvoir d'achat supplémentaire !

Ce déséquilibre économique au sein de la zone euro n'est pas bon pour la France. Il n'est pas bon non plus pour l'Allemagne sur le moyen-long terme. L'Allemagne est, en effet, le premier partenaire économique de la France. C'est le premier client et le premier fournisseur de la France, qui est pour sa part le premier client et le troisième fournisseur de l'Allemagne.

Peut-on envisager alors que l'interdépendance est si forte entre nos économies, une Allemagne durablement prospère dans une France ralentie et une Europe en récession ?

Non ! D'ailleurs, votre pays vient de réviser ses prévisions de croissance à la baisse (0,4% en 2013, au lieu de 1%), parce que la demande extérieure (celle de vos partenaires européens) baisse.

De façon inhabituelle, c'est votre consommation intérieure qui vient prendre le relais pour maintenir la croissance allemande...

Seul le prononcé fait foi

La France, de son côté, peut-elle continuer à voir la mondialisation comme une fatalité qui la conduit nécessairement au déclassement ? La réponse est non !

2) Autre motif d'inquiétude, cette fois vu de France : un certain retrait allemand, le fait que votre pays rechigne parfois à tirer les conséquences politiques, diplomatiques, géostratégiques de sa puissance économique.

Permettez-moi chers amis d'être franc, en tant que partisan acharné de ce lien si privilégié entre la France et l'Allemagne.

Certes nos intérêts ne sont pas toujours convergents. Toute politique s'inscrit dans la géographie. Que l'Allemagne regarde plus spontanément vers l'Europe centrale et orientale et la France se tourne davantage vers la Méditerranée, tout cela est logique et ne doit pas être vécu comme un drame.

Mais, heureusement nous savons certaines préoccupations communes : le rayonnement de l'Europe et la sécurité de notre continent, la promotion de la bonne gouvernance et des droits de l'homme, le respect de la Charte des Nations Unies, , une influence dans les affaires du monde proportionnelle à notre poids économique, la lutte contre le terrorisme islamiste international.

La France a été surprise et même, avouons-le, déçue par l'abstention allemande au Conseil de sécurité lors du conflit libyen.

De même, l'opinion publique française s'étonne que l'Allemagne ne prenne pas davantage part à l'opération militaire au Mali visant à éradiquer les organisations terroristes qui nous menacent tous, comme l'a justement souligné la Chancelière.

Nous connaissons votre réticence à envoyer des troupes au sol. Mais je crois fermement que l'Europe doit davantage assumer sa sécurité et sa protection, à travers une véritable politique de défense européenne. Nous devons avoir conscience que l'Europe est de moins en moins au cœur des préoccupations des Etats-Unis. De plus en plus, ils ont d'autres zones à prendre en considération...

Seul le prononcé fait foi

Voilà des raisons qui actuellement grippent notre relation. Et pourtant il n'y a pas d'alternative possible à la convergence franco-allemande. Le cœur et la raison nous imposent de surmonter ces difficultés. Voilà pourquoi je continue de plaider pour ce G2 entre Paris et Berlin.

Certes, la France a parfois la tentation de regarder vers la Grande-Bretagne, notamment sur les sujets de défense. C'est souvent l'inclinaison d'un pouvoir nouvellement élu de chercher d'autres partenaires, pour dépasser une relation exclusive avec l'Allemagne... Mais dans les faits, on se rend bien compte des limites d'une telle vision. Comme en témoigne la vision peu ambitieuse du gouvernement britannique actuel en matière européenne.

La vision britannique d'une « Europe à la carte », qui n'apporterait que des droits sans contrepartie révèle que si une relation bilatérale franco-britannique de grande qualité est possible et nécessaire, c'est le plus souvent en dehors du cadre européen que nous nous comprenons le mieux. Envisage-t-on de monter en voiture quand l'un des deux copilotes menace sans arrêt de sauter par la vitre ?

Vous-mêmes, chers amis allemands, regardez parfois davantage vers ce grand pays qu'est la Pologne...

Mais le couple franco-allemand est irremplaçable et nous devons et souhaitons lui donner une nouvelle vigueur.

Pourquoi ? C'est la réconciliation franco-allemande qui est à la source même de la construction européenne. Konrad Adenauer le disait très clairement dès 1955 : *« la qualité des relations entre la France et l'Allemagne demeure la base de la politique européenne et de la construction européenne »*.

La France et l'Allemagne additionnées représentent la moitié du PIB de l'UE.

Nous sommes complémentaires dans une Europe à 27. C'est la France et l'Allemagne, elles deux additionnées qui sont au carrefour entre l'Europe du Nord, orientale et la Méditerranée.

Seul le prononcé fait foi

Que devons-nous faire pour redonner un élan au couple franco-allemand ?

1^{ère} condition pour relancer le moteur franco-allemand : que la France mène enfin les réformes structurelles nécessaires.

Durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, beaucoup a été fait. La France s'était engagée sur la bonne voie (réforme des retraites, défiscalisation des heures supplémentaires, TVA anti-délocalisation).

François Hollande a commencé par mettre un coup d'arrêt à cette dynamique.

J'espère que le poids de la réalité d'une part et la pression de l'opposition d'autre part vont le contraindre peu à peu à changer de voie ! La France ne peut pas perdre 5 ans !

Pour l'instant, malheureusement, François Hollande a davantage pris exemple sur le socialiste Zapatero en Espagne, que sur Angela Merkel...

L'UMP défend une politique de réformes structurelles pour remettre la compétitivité de la France à niveau !

2^{ème} condition : surmonter nos divergences stratégiques

Nos divergences ou incompréhensions sont restées profondes sur la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Longtemps c'est la relation à l'OTAN qui en a été la source. Volonté française d'une défense européenne pour être autonomes voir indépendants vis-vis de l'organisation Nord-Atlantique d'un côté.

Volonté allemande de renforcer l'organisation nord-atlantique de l'autre côté. Or, aujourd'hui cette pomme de discorde tend à s'atténuer :

- Notre retour au sein du commandement intégré de l'OTAN, décidé par Nicolas Sarkozy, facilite un rapprochement.
- En outre, nous devons faire face, aujourd'hui, à des menaces multiples à nos portes : terrorisme islamiste, conséquences géopolitiques des printemps arabes, guerre civile en Syrie, conflit israélo-palestinien dans l'impasse. Sur chacun de ces sujets, les Etats-Unis ne sont plus vraiment en 1^{ère} ligne. Ils ne l'ont, en tout cas, pas été durant

Seul le prononcé fait foi

le 1^{er} mandat du président Obama. Fort logiquement, les Etats-Unis regardent désormais davantage vers l'Asie-Pacifique : l'émergence de la Chine, les foyers de tension nombreux en Asie du Nord. Les Américains attendent des Européens, plus que jamais, qu'ils prennent « leur part du fardeau ».

Il reste à surmonter, j'en conviens, des doctrines d'emploi des forces très différentes et vos réticences à projeter des forces sur les zones de conflit. Elles sont compréhensibles. Mais, c'est l'existence même du concept de « défense européenne » qui est en jeu.

Je souhaite qu'une réflexion intense s'engage entre nos deux pays sur cette question. Car, quand le tandem franco-britannique prend un leadership quasi-exclusif sur les opérations en Libye, quand la France intervient seule au Mali, c'est l'inexistence de la défense européenne qui est patente !

A quoi sert d'évoquer continuellement ce sujet dans les enceintes diplomatiques si la réalité du terrain nous renvoie constamment à nos insuffisances et nos inconséquences ?

Les questions touchant à la défense européenne, la crise économique et financière que nous affrontons (crise surmontée selon F. Hollande mais qui n'est pas terminée pour Angela Merkel), soulèvent des débats fondamentaux sur la nature même du projet européen. Voulons-nous rester maîtres de notre destin ? Ou voulons-nous déléguer la défense européenne aux Etats-Unis et abandonner notre souveraineté économique et monétaire aux marchés financiers ?

3^{ème} condition : lancer le débat sur la nature du projet européen, quelle Europe voulons-nous demain ?

Je l'ai dit, pour retrouver des marges de manœuvre face aux marchés, les Etats européens se doivent de mener des politiques économiques plus cohérentes et convergentes afin de réduire les déficits. L'exemple allemand doit être suivi.

Seul le prononcé fait foi

Les débats se poursuivent sur les points de désaccord en matière d'union budgétaire (notamment l'opportunité de mutualiser une partie de la dette), mais déjà des règles communes plus strictes ont été adoptées et le Mécanisme européen de stabilité (MES) est entré en vigueur.

Compte tenu des transferts de compétences que ces dispositifs communs impliquent, la question de l'union politique et le débat sur les questions institutionnelles ne peuvent être éludés.

Les décisions européennes doivent bénéficier d'une légitimité suffisante aux yeux des citoyens, ce qui n'est pas assez le cas aujourd'hui. Pour y parvenir, les mécanismes de décision doivent être assimilés par les Européens. Or, honnêtement, personne ne comprend plus rien. Qui propose ? Qui décide ? Surtout, qui est responsable ? Voilà les questions auxquelles nous devons répondre.

Sans cela, l'union économique continuera à être perçue négativement par les citoyens européens. Et les discours populistes et démagogiques continueront de prospérer...

Le débat existe dans plusieurs Etats membres mais il reste timide. Mme Merkel a souhaité, au mois d'août dernier, l'établissement d'une "convention" destinée à dessiner les contours d'un nouveau traité permettant une intégration politique européenne approfondie. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, s'est prononcé en faveur d'une "fédération démocratique d'Etats-nations".

Je déplore que le débat sur la dimension politique et démocratique de la réforme des institutions européennes soit quasiment absent en France.

Il existe déjà quelques contributions sur ce sujet, notamment celle du « groupe Westerwelle » qui réunit les ministres des Affaires étrangères de 11 Etats membres, tentative de formalisation au plus haut niveau d'un projet d' « union politique ». Leur idée d'apporter une réponse politique à une crise dont la « dimension politique » a longtemps été

Seul le prononcé fait foi

niée me paraît pertinente. Je ne partage pas toutes les propositions du document final mais il a le grand mérite de poser le débat.

Pour ma part, je plaide pour une « Europe des cercles » où les pays volontaires pour une coopération renforcée sur des projets partagés avancent ensemble. Sans attendre que les 27, et bientôt 28 (avec l'entrée de la Croatie en juillet prochain) soient tous d'accord.

Ces possibilités existent dans nos traités, elles s'appliquent parfois. Mais à contre-cœur. Comme s'il s'agissait d'entorses au projet européen... Nous devons faire preuve de plus d'audace et d'imagination !

Chers amis, la recherche de la Paix, cet objectif qui a galvanisé les pères fondateurs de l'Europe ne suffit plus à mobiliser nos deux peuples.

Cet objectif a été atteint, comme en témoigne l'attribution du prix Nobel de la Paix à l'UE, symbole admirable !

Il a été si bien atteint que plus personne n'envisage la possibilité d'un conflit armé. La paix européenne est considérée comme un acquis chez les jeunes et c'est tant mieux ! Mais cela veut dire aussi que nous ne pouvons plus nous contenter de dire « *Nous voulons l'Europe unie, nous voulons le couple franco-allemand pour préserver la paix* ». Il nous faut refonder la relation sur d'autres bases car nous sommes, en quelque sorte, victimes de ce succès inestimable.

Nous disposons d'un terrain fertile. Les résultats de la grande enquête, « *l'Allemagne, la France et vous* » qui viennent d'être publiés sont extrêmement positifs :

82% des sondés allemands et 73% des Français disent aimer beaucoup, voire passionnément leur voisin. A la question « parmi les pays de l'UE, citez dans l'ordre les 3 avec lesquels vous partagez le plus d'affinités » ? Chaque côté mentionne en priorité le voisin outre-rhin.

Il nous faut donc trouver des grands projets mobilisateurs qui concernent directement nos deux peuples et les jeunes dans leur vie quotidienne.

Seul le prononcé fait foi

Je veux terminer mon propos pour réaffirmer que, Président de la principale force d'opposition, je veux donner un nouvel élan à la relation UMP/CDU. Nos liens d'amitié sont anciens et étroits. Mais je voudrais leur donner un contenu plus dense et plus actif en multipliant les échanges, le partage d'expérience et les débats d'idées : questions économiques, vision croisée de l'Europe et du monde, débats de société...Il faut aller plus loin.

Voilà, chers amis, quelques réflexions personnelles que je voulais échanger avec vous. Je vous ai parlé, sans cacher ma pensée derrière des périphrases diplomatiques ou des précautions de langage excessives.

J'ai partagé avec vous très librement des idées et des sentiments qui me tiennent à cœur. Comme on le fait avec des amis très chers, avec lesquels on a des liens qu'on voudrait encore plus forts.

Je l'ai fait parce que je sais qu'avec vous, chers amis de la Konrad Adenauer, il n'est pas seulement question d'intérêts politiques ou économiques.

En effet, comme le disait Konard Adenauer, notre amitié, l'amitié franco-allemande, se fonde aussi et surtout « *sur notre conviction partagée de l'importance de la dignité et de la liberté des hommes.* »

Cette conviction partagée, c'est ce qui donne de l'âme à notre amitié. Essayons d'être dignes de nos illustres prédécesseurs tout en nous projetant dans l'avenir.

Je vous remercie